

20240704 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/58207/paris--les-jeunes-migrants-de-la-maison-des-metallos-evacues-dans-des-gymnases>

Actualités



Devant la maison des Métallos, lieu culturel de Paris, occupé par des mineurs en recours pour faire reconnaître leur minorité, le 12 avril 2024. Crédits : Romain Philips / InfoMigrants

Paris : les jeunes migrants de la Maison des métallos évacués dans des gymnases

Par [Marlène Panara](#) Publié le : 04/07/2024

Près de 230 jeunes exilés ont été mis à l'abri, le 3 juillet, dans des gymnases de la capitale. "Une victoire" pour ces mineurs en recours qui occupaient depuis trois mois, faute de mieux, l'établissement culturel la Maison des métallos. Ils regrettent néanmoins les conditions de vie spartiates à l'intérieur des gymnases.

Du changement pour les jeunes de la Maison des métallos. Mercredi 3 juillet, les 230 occupants ont été évacués de l'établissement culturel du 11^e arrondissement de Paris, vers des gymnases de la capitale. D'après Léa Filoche, l'adjointe aux solidarités de la mairie de Paris, l'essentiel des jeunes migrants ont été transférés vers un gymnase du XVII^e arrondissement. Les autres ont été emmenés dans deux gymnases déjà ouverts pour ces publics, dans les Xe et XIV^e arrondissements, a-t-elle précisé.

Les jeunes avaient été avertis, la veille, par des agents de la mairie. "La nouvelle en a angoissé certains, puisque la municipalité nous avait dit n'avoir que 195 places disponibles, pour 230 personnes, raconte Jeanne, militante de la Maison des métallos, jointe par InfoMigrants. Et puis finalement, le jour J, c'était le soulagement : tout le monde a été mis à l'abri".

Cette occupation était la septième d'un bâtiment municipal parisien depuis fin 2023. Saisie par la mairie de Paris, qui évoquait un "préjudice financier important" causé par l'annulation des spectacles prévus dans ce lieu, la justice avait ordonné le 5 juin l'évacuation du bâtiment.



Les jeunes de la Maison des métallos manifestent à Paris, le 12 avril 2024. Crédits : Romain Philips / InfoMigrants

La plupart des exilés de la Maison des métallos sont en procédure de recours pour la reconnaissance de leur minorité. Mais en attendant la décision du juge pour enfants qui peut prendre plusieurs mois, ils sont livrés à eux-mêmes dans les rues. David, [un jeune guinéen de 16 ans rencontré par InfoMigrants](#) lors d'une manifestation en avril, a passé des mois sans toit, avant de finalement trouver refuge dans la Maison des métallos.

"C'est vraiment la galère. Trouver de la nourriture, dormir au sec... C'est très dur", avait confessé le jeune homme. Et d'ajouter : "Tous les petits endroits qu'on trouve, la police finit par venir nous en chasser". "Tout ce qu'on demande, c'est d'être traité dignement, un logement, avoir accès à une formation, pouvoir travailler et vivre..."

À l'intérieur du gymnase "le temps des JO"

Dans un post publié hier sur les réseaux sociaux, le Collectif des jeunes du parc de Belleville - qui soutient les mineurs depuis le début de l'occupation - demandent que les occupants puissent "rester à l'intérieur de leur gymnase 24h/24 pendant toute la durée des Jeux olympiques et paralympiques et au-delà", et que tous les jeunes reçoivent "une attestation d'hébergement", précieux sésame pour bénéficier de l'Aide médicale d'État (AME) notamment.

"La mairie nous a dit que les jeunes pourront rester dans le gymnase le temps des JO, et des attestations d'hébergement leur seront bien délivrées. Mais pour l'instant, cela reste un accord oral. Nous n'avons pas de confirmation officielle", s'inquiète Kahina, également militante de la Maison des métallos. Les mineurs sont en revanche assurés d'être hébergés dans les gymnases pour une "durée indéterminée". "Il n'y aura pas de remise à la rue, au moins jusqu'au transfert des jeunes dans d'autres dispositifs appartenant à l'État", précise Jeanne.

Le sort de 21 familles hébergées aux côtés des mineurs est lui, beaucoup plus incertain. Car la mise à l'abri de la mairie prend fin, officiellement, mercredi 9 juillet. "On ne sait si après cette date, les personnes seront prises en charge ailleurs, ou si elles seront remises à la rue", s'inquiètent les deux militantes.

A lire aussi

[Prise en charge des mineurs : "Si le RN change les lois, aura-t-on des leviers pour protéger les jeunes étrangers ?"](#)

"Pour les jeunes, cette mise à l'abri est une victoire, car ils ont enfin obtenu une solution d'hébergement, affirme Kahina. Et puis ils sont contents d'être ensemble, en trois mois, ils

ont tissé des liens. Mais ils dénoncent aussi des conditions de vie peu adaptées à la cohabitation de 150 personnes sur un même lieu. Ils continuent donc de se battre pour obtenir d'autres solutions, pour eux, comme pour d'autres mineurs qui peuvent se retrouver dans cette situation".

Dans les gymnases, les jeunes migrants dorment sur des lits picots, alignés les uns à côté des autres sur le terrain de sport principal. Quelques douches et toilettes sont à leur disposition. Et jusqu'au début des JO, ils doivent quitter chaque jour le gymnase entre 8h et 9h le matin, et en revenir le soir, entre 20h et 22h.

"Faim sévère"

À Paris comme ailleurs en France, le quotidien des mineurs isolés s'avère souvent très difficile. Une enquête menée par Action contre la faim et publiée en mai dernier dresse un constat alarmant : dans la capitale française, 53% des mineurs isolés de moins de 16 ans, en majorité guinéens et ivoiriens et en errance sur le sol français, sont en situation de "faim sévère".

"C'est évidemment indigne pour la France qui n'est pas à la hauteur de ses obligations en matière de faim", s'était indigné Hélène Quéau, cheffe de la mission France pour Action contre la faim, [contactée par InfoMigrants](#). "C'est même intolérable".



Un mineur sous une tente à Paris, en mars 2023. Crédit : InfoMigrants

Au cours de ses reportages, la rédaction d'InfoMigrants a souvent rencontré des mineurs en recours qui ne pouvaient pas se déplacer dans Paris pour manger : certains étaient trop fatigués de marcher, après des nuits "chassés par la police", et préféraient attendre "un seul repas" dans la zone où ils se reposaient. D'autres avaient peur de se faire arrêter dans les transports publics sans tickets ou passe Navigo. D'autres encore n'avaient pas connaissance des points de distribution, perdus dans un pays qu'ils découvrent totalement.

"Évidemment, il faut être prudent avec les chiffres, ne pas comparer avec l'incomparable car tout dépend de l'échantillonnage de personnes interrogées, mais 53 % de faim sévère, c'est un niveau qu'on trouve plutôt dans des contextes de crises humanitaires aiguës, comme en Afrique de l'Ouest", expliquait Hélène Quéau. "C'est un chiffre qui marque une tendance inquiétante, dont on ne peut pas détourner le regard".